



suisse.ing

Schweizerische Vereinigung Beratender Ingenieurunternehmen
Union Suisse des Sociétés d'Ingénieurs-Conseils
Unione Svizzera degli Studi Consulenti d'Ingegneria
Uniun svizra dals biros d'inschigneria consultativs
Swiss Association of Consulting Engineers

MONITEUR POLITIQUE

Aperçu de la session d'été 2026

Date de publication : 01.06.2026

Mobilité et Infrastructure

03.06 Conseil des Etats

25.049 Objet du Conseil fédéral

Infrastructure de données sur la mobilité (LIDMo). Loi fédérale

Etat : Fin des discussions en commission du Conseil des Etats

Position : suisse.ing recommande de rejeter la LIDMo. Des données de mobilité de qualité sont essentielles au bon fonctionnement du système de transport. Or, les données et les services nécessaires sont déjà fournis par des prestataires privés. Avec la LIDMo, la Confédération risque d'entrer en concurrence avec les offres existantes du marché – notamment par l'intermédiaire de swisstopo – et d'engendrer ainsi des doublons.

Energie et Environnement

08.06 Conseil national

09.06 Conseil national

evtl. 10.06 Conseil des Etats

evtl. 15.06 Conseil national

25.068 Objet du Conseil fédéral

«De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)».

Initiative populaire et contre-projet indirect

Etat : Fin des discussions en commission du Conseil national

Position : suisse.ing a participé à la consultation et a remis une prise de position. Le secteur de l'ingénierie se prononce en faveur d'une ouverture technologique afin de tirer parti des nouveaux développements et des innovations, et soutient donc également la contre-proposition indirecte. La condition préalable est que l'urgence d'accélérer le développement des énergies renouvelables continue d'être reconnue et que les mesures prises à cet effet ne soient pas affaiblies.

Education

erg. 09.06 Conseil national

24.412 Initiative parlementaire Nause (M-E/BE)

Faciliter l'intégration et tirer parti de la main-d'œuvre qualifiée !

Etat : Planifié au Conseil national

Position : suisse.ing soutient cette affaire en tant que mesure visant à augmenter le nombre de professionnels qualifiés. Le thème de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée représente depuis des années un défi majeur pour le secteur.

Energie et Environnement

10.06 Conseil des Etats

23.318 Initiative déposée par un canton St-Gall (SG)

Modifier le droit de recours des organisations dans le cadre de projets énergétiques

Etat : Fin des discussions en commission du Conseil des Etats

Position : suisse.ing soutient la transition énergétique et le développement rapide des infrastructures nécessaires à sa mise en œuvre. L'expérience de nos membres sur le terrain montre que les obstacles à la réalisation de tels projets restent importants. Les longues procédures liées au droit de recours des associations en font également partie. Cette proposition vise à accorder un poids plus important à la sécurité de l'approvisionnement énergétique en tant qu'intérêt national lors de l'évaluation des projets liés aux énergies renouvelables et au développement des réseaux électriques. Nous nous en félicitons.

Energie et Environnement

10.06 Conseil des Etats

25.057 Objet du Conseil fédéral

**Loi sur les installations électriques (Accélération de l'extension et de la transformation des réseaux électriques).
Modification**

Etat : Fin des discussions en commission du Conseil des Etats

Position : Recommandation d'adoption.

Mobilité et Infrastructure

18.06 Conseil national

25.3972 Motion Gmür-Schönenberger (M-E/LU)

Oppositions aux demandes d'autorisation de construire. Définir clairement les intérêts dignes de protection

Etat : Planifié au Conseil national

Position : Recommandation d'adoption. Voir la motivation relative à la motion 25.3973 de Gmür-Schönenberger (M-E/LU) «Sanctionner les oppositions abusives en matière de construction».

Mobilité et Infrastructure

18.06 Conseil national

25.3973 Motion Gmür-Schönenberger (M-E/LU)

Sanctionner les oppositions abusives en matière de construction

Etat : Planifié au Conseil national

Position : Recommandation d'adoption. La longueur parfois excessive des processus et procédures dans les domaines de la planification et de la construction est bien connue, et la pression liée à ces problèmes est forte. Il est notamment nécessaire de trouver un moyen de contrer les procédures d'opposition abusives et sans perspective de succès. suisse.ing a rédigé à cet effet un **document de position** qui reprend notamment cette exigence.